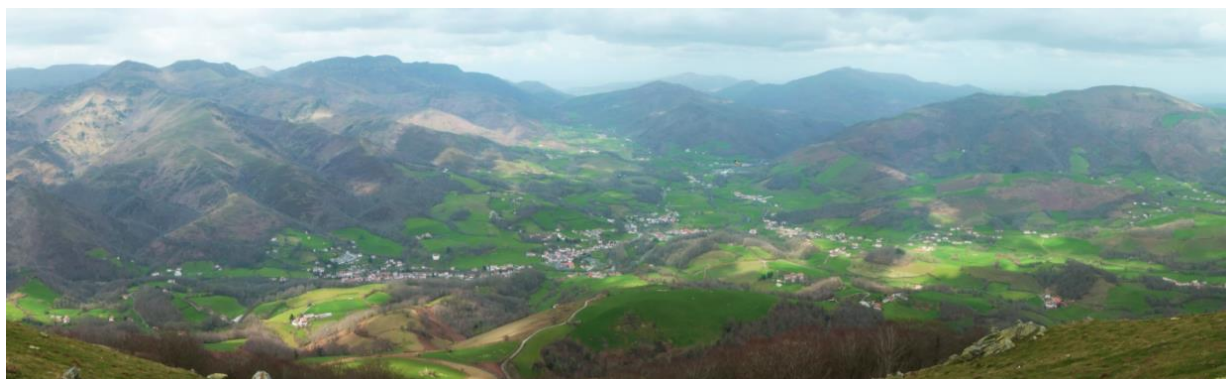




SAINT-ETIENNE-DE-BAIGORRY



PLAN LOCAL D'URBANISME

MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°1

A – Rapport de présentation

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Pays Basque en date du 04 mars 2023 approuvant la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Etienne-de-Baigorry.



Agence Publique de Gestion Locale
Service Intercommunal Territoires et Urbanisme
Maison des Communes - rue Auguste Renoir
B.P.609 - 64006 PAU Cedex
Tél 05.59.90.18.28 - Télécopie 05.59.84.59.47
Courriel : service.urbanisme@apgl64.fr



TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	2
1. RESUME NON TECHNIQUE	3
2. PREAMBULE	4
2.1 LE PLU DE SAINT-ETIENNE-DE-BAIGORRY	4
2.2 LA PROCEDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1	5
3. LES OBJETS DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE	6
3.1 CREER UN SECTEUR 1 AU Ya	6
3.2 MODIFIER UNE DISPOSITION RELATIVE A L'INSTALLATION DE PANNEAUX SOLAIRES EN TOITURE ..	11
3.3 MODIFIER L'EMPRISE DU LINEAIRE DE DIVERSITE COMMERCIALE	12
4. LES CHANGEMENTS A APPORTER AUX PIECES DU PLU	14
5. LES INCIDENCES DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT	15
5.1 PROFIL ENVIRONNEMENTAL DE LA COMMUNE	15
5.1.1 Contexte territorial.....	15
5.1.2 Biodiversité et patrimoine naturel	18
5.1.3 Réseau natura 2000.....	21
5.1.4 Patrimoine culturel.....	24
5.1.5 Risques, nuisances et pollutions	26
5.1.6 Ressources naturelles	28
5.2 EVALUATION DES INCIDENCES	30
5.2 CONCLUSIONS.....	31
5.3 COMPATIBILITE AU REGARD DES OBJECTIFS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.....	33
5.4 MODALITES DE REALISATION DE L'ETUDE	33

1. RESUME NON TECHNIQUE

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Etienne-de-Baigorry a été approuvé le 14 décembre 2019 par le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Pays Basque (CAPB). La procédure de modification simplifiée n°1 est la première procédure d'évolution du PLU communal depuis son approbation.

Cette modification a pour objet de faire évoluer des règles écrites et graphiques du document : autoriser dans une zone à urbaniser à vocation économique les assainissements autonomes, faciliter la mise en œuvre de panneaux solaires et photovoltaïques sur les toitures, et renforcer le maintien d'activités de commerces et services dans le bourg Beherekokarrika.

La collectivité a souhaité procéder à une évaluation environnementale de la modification du PLU et de soumettre pour avis le dossier à l'autorité environnementale.

Le rapport présente les différents objets abordés dans la procédure de modification simplifiée du PLU. Il expose les motivations qui conduisent à faire évoluer le document et les modifications apportées aux pièces du document : le règlement écrit et le document graphique, le rapport de présentation.

Après une présentation synthétique du profil environnemental de la commune, abordé suivant différents thématiques (patrimoine naturel, Natura 2000, patrimoine culturel, risques et nuisances, ressources naturelles), le rapport expose l'analyse des incidences que les modifications réglementaires envisagées seraient susceptibles d'avoir sur l'environnement. Cette analyse est proportionnée aux modifications envisagées ainsi qu'aux sensibilités environnementales.

La possibilité de mettre en œuvre des assainissements autonomes dans la zone 1AUY route de Banca est justifiée par l'impossibilité d'y étendre le réseau collectif et de poursuivre l'accueil d'entreprises dans une zone déjà partiellement bâtie. La faisabilité de la mise en œuvre d'assainissements autonomes a été étudiée par des études à la parcelle, justifiant l'absence d'incidence sur la salubrité et la ressource en eau.

La règle sur l'installation de panneaux solaires ou photovoltaïques en toiture est reformulée afin d'encourager leur mise en œuvre et le développement des énergies renouvelables sur le territoire, tout en veillant à leur bonne insertion architecturale et paysagère.

La dernière modification concerne l'extension dans le bourg Beherekokarrika à deux bâtiments, de la mesure favorisant le maintien de commerces et activités de services. Le maintien d'une mixité des usages dans la centralité est favorable au dynamisme de la vie du village et à son attractivité.

La modification du PLU ne revoit pas la délimitation des zones agricoles, naturelles, urbaines et à urbaniser. Les évolutions réglementaires n'augmentent pas la consommation foncière et l'artificialisation des sols du PLU en vigueur. Ces modifications n'induisent pas plus d'incidences sur le patrimoine naturel et culturel, de pressions sur les ressources naturelles et n'exposent pas davantage le territoire aux aléas naturels. Ces modifications réglementaires (règles écrites et graphiques) ne remettent pas en cause les objectifs de protection de l'environnement tels qu'ils sont inscrits dans l'axe 1 du PADD.

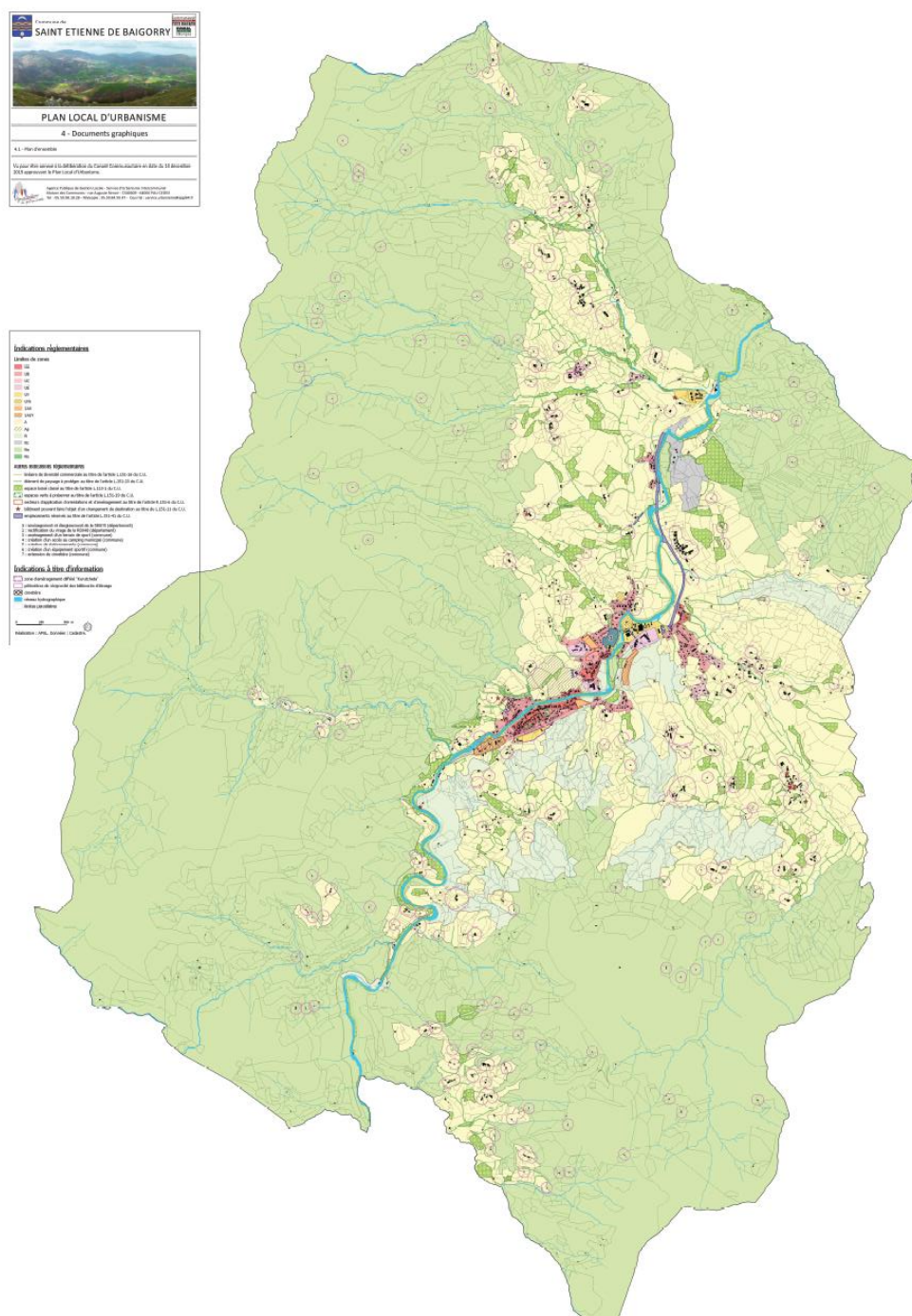
L'évolution du PLU est nécessaire pour prendre en compte certaines problématiques liées au contexte territorial et à l'application du règlement en vigueur. Ces modifications ne compromettent pas les objectifs de protection de l'environnement établis au niveau communautaire et national, et ne compromettent pas la mise en œuvre des documents supra-communaux. La modification simplifiée n°1 du PLU de Saint-Etienne-de-Baigorry ne présente pas d'incidences sur l'environnement territorial et la santé humaine.

2. PREAMBULE

2.1 LE PLU DE SAINT-ETIENNE-DE-BAIGORRY

La commune de Saint-Etienne-de-Baigorry dispose d'un Plan Local d'urbanisme (PLU) approuvé par délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Pays Basque (CAPB) le 14 décembre 2019.

Le plan de zonage du PLU en vigueur, approuvé le 14 décembre 2019. Source : APGL, SITU.



2.2 LA PROCEDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1

Aujourd'hui, la CAPB, en accord avec la Commune, souhaite procéder à des changements sur le document d'urbanisme communal. Ceux-ci visent à faire évoluer le document pour :

- Revoir les modalités de gestion des eaux usées sur une zone d'activité économique existante,
- Modifier une disposition du règlement écrit relative à l'installation de panneaux solaires en toiture,
- Modifier l'emprise du linéaire de diversité commerciale défini au titre du L.151-16 du C.U..

Ces changements peuvent ainsi être opérés par le biais d'une procédure de modification selon les formes prévues aux articles L.153-36 et suivants du Code de l'Urbanisme.

En effet, ces changements ne portent pas atteinte à l'économie générale du PLU en vigueur et ne réduisent pas un espace boisé classé, une zone agricole ou naturelle et forestière. Ils ne réduisent pas non plus une protection édictée en raison de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels.

D'autre part, ces modifications ne sont pas en mesure d'induire de graves risques de nuisance. De plus, l'évolution du document peut être effectuée selon la procédure simplifiée telle qu'elle est définie aux articles L.153-45 et suivants du Code de l'urbanisme, les modifications à apporter au PLU ne réduisant pas une zone urbaine ou à urbaniser, ni les possibilités de construire prévues dans une zone, ou ne majorant pas de plus de 20% les possibilités de construire résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du PLU.

Toutefois, en tant que membre de la CAPB, la Commune ne dispose désormais plus des moyens pour conduire ces modifications, la compétence « Plan Local d'Urbanisme, documents d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » ayant été transférée à la CAPB.

C'est donc à l'initiative du Président de la CAPB que la présente procédure de modification simplifiée n°1 est engagée, conformément aux dispositions de l'article L.153-37 du C.U.

La procédure de modification simplifiée du PLU a ainsi été lancée par délibération du Conseil Communautaire de la CAPB en date du 18 décembre 2021. Il s'agit de la première procédure d'évolution du PLU communal depuis son approbation en 2019.

En application des dispositions de l'article R.104-12 du C.U., la modification simplifiée n°1 du PLU de Saint-Etienne-de-Baigorry devrait faire l'objet d'une demande d'examen au cas par cas auprès de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE). Cependant, de par la volonté de la CAPB, en accord avec la commune, la modification simplifiée a fait l'objet d'une évaluation environnementale volontaire fin de justifier l'absence d'impacts significatifs des objets de celle-ci sur l'environnement. L'évaluation environnementale est insérée dans le présent rapport de présentation. La MRAE a été consultée pour avis sur le projet, mais elle n'a pas formulée d'avis dans le délai de 3 mois prévu à l'article R.104-25 du C.U.. (Absence d'avis du 14 octobre 2022).

Outre le présent rapport de présentation (document A), le dossier de modification simplifiée comprend un document montrant les changements apportés aux différentes pièces du PLU en vigueur (document B).

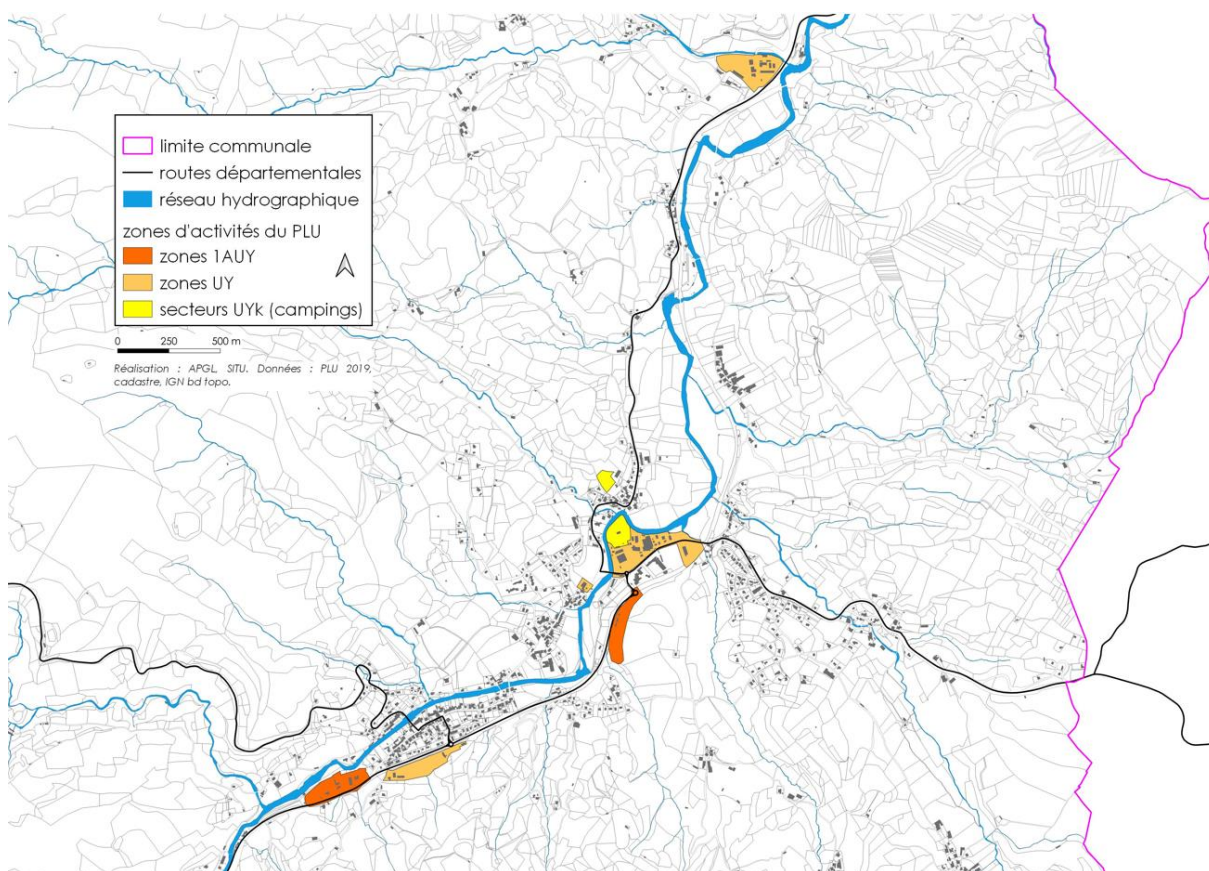
3. LES OBJETS DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE

3.1 CREER UN SECTEUR 1AUY^a

^a

▪ JUSTIFICATION

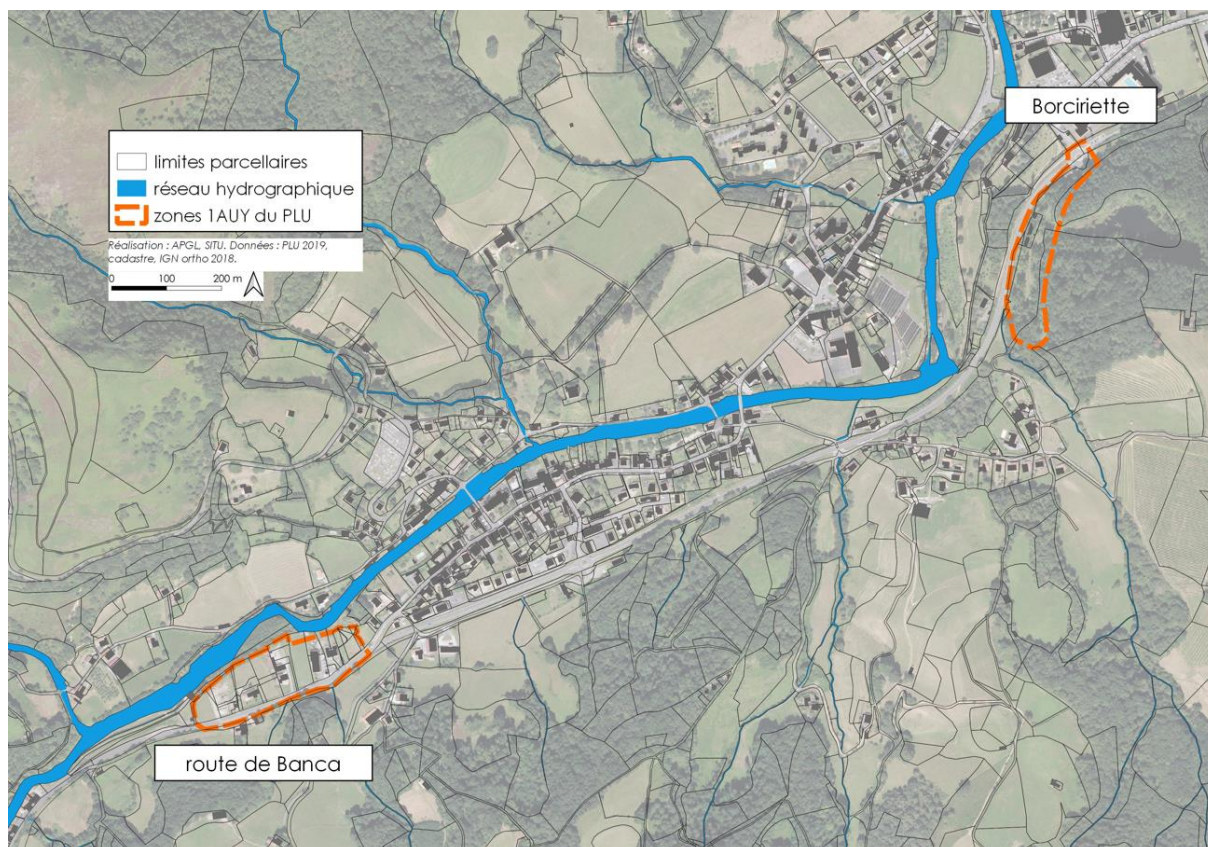
Le PLU identifie plusieurs zones dédiées à l'implantation d'activités économiques. Il s'agit de zones UY et de zones 1AUY. La différence entre ces deux types zones réside dans la desserte par le réseau d'assainissement collectif. Les zones UY sont raccordées tandis que les zones 1AUY sont dans l'attente d'une extension du réseau public.



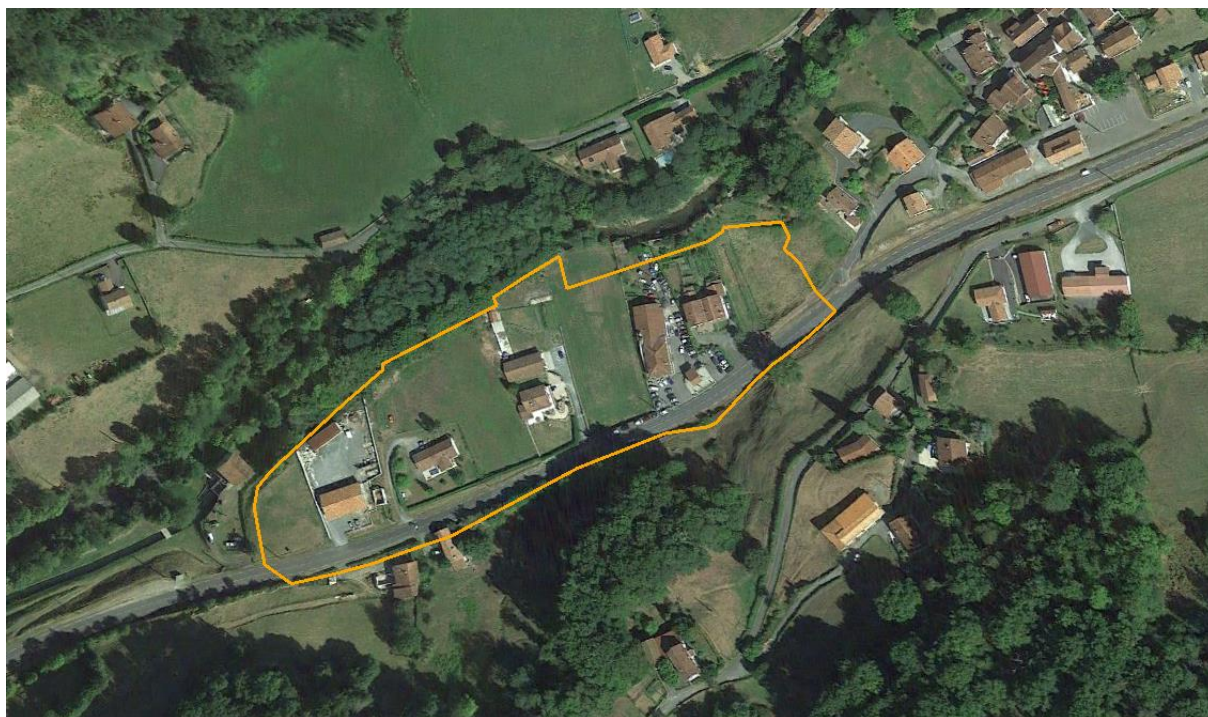
Localisation des zones UY et 1AUY du PLU approuvé en 2019. Source : Extrait PLU.

Le PLU identifie deux zones 1AUY. La première zone 1AUY est localisée le long de la déviation du village, au quartier Borciritte. Cette zone est dédiée à la création d'une nouvelle zone d'activité sur une partie de l'ancienne carrière, aujourd'hui en friche.

La seconde zone 1AUY est située le long de la route départementale route de Banca, en entrée sud du village. Cette zone est en grande partie construite mais offre encore des disponibilités foncières en densification.



Zoom sur les deux zones 1AUY. Source : APGL, SITU.



Vue sur la zone 1AUY route de Banca sur photo-aérienne de 2020. Source : Googleearth.



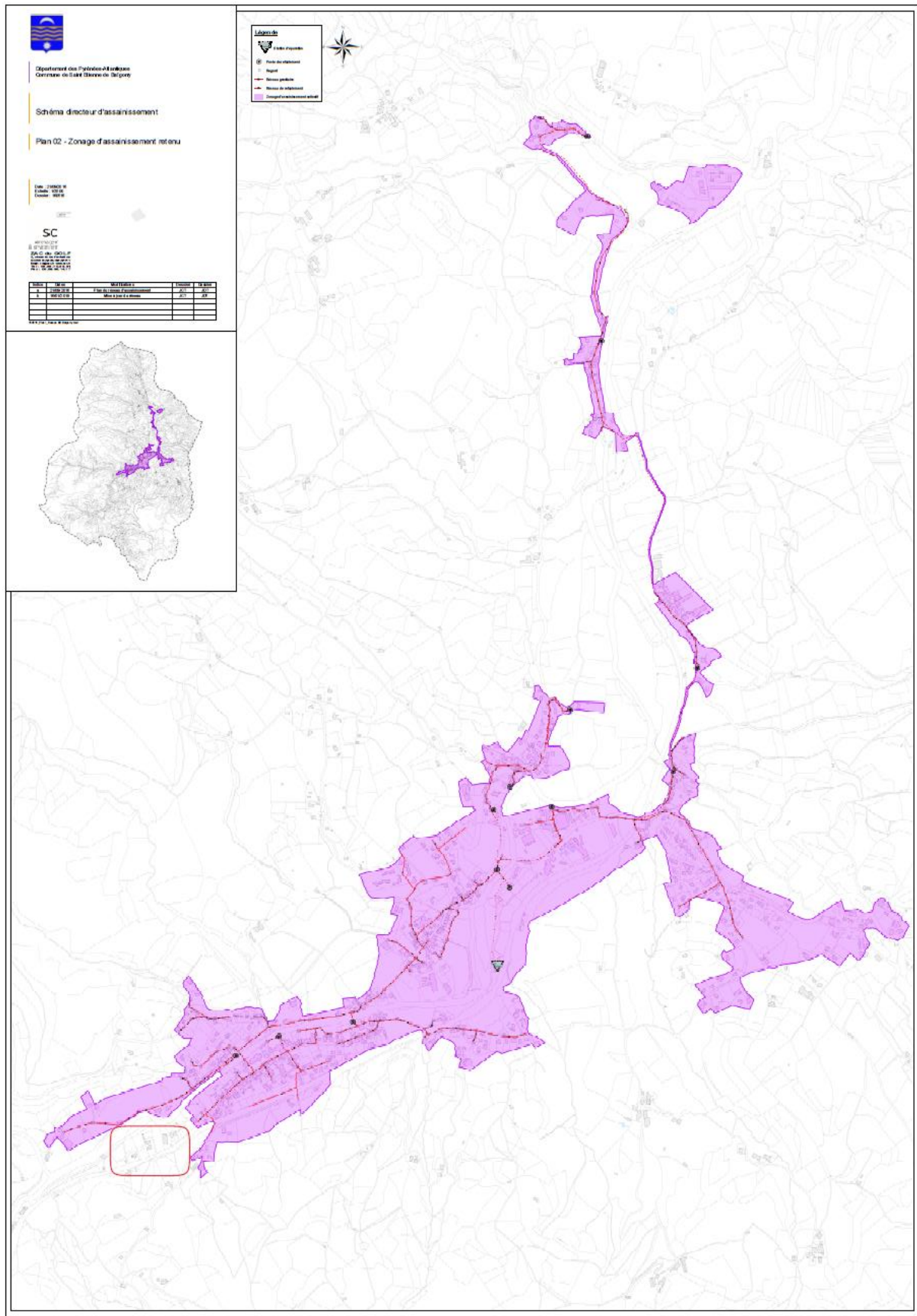
Vue sur des parcelles encore disponibles à la construction dans la zone 1AUY route de Banca. Source : Google streetview 2021.

Le schéma directeur d'assainissement a été approuvé par délibération du Conseil Municipal le 30 juin 2017. Ce schéma a intégré les projets de développement du territoire tels qu'ils apparaissent dans le PLU, notamment les extensions de l'urbanisation, comme la zone d'activité 1AUY Borciriette.

La zone d'activité route de Banca n'a pas été retenue dans le zonage d'assainissement collectif. L'extension du réseau d'assainissement collectif pour desservir la zone d'activité 1AUY route de Banca, était techniquement réalisable mais avec un coût de travaux estimé à 400 000 €. La zone d'activité route de Banca offre encore des possibilités de constructions en densification, avec un potentiel d'accueil d'environ 5 nouvelles entreprises. Le coût des travaux pour la réalisation de cette extension est trop important et disproportionné en rapport avec le volume d'eaux usées à gérer. Le règlement du PLU imposant le raccordement des constructions au réseau d'assainissement collectif ne permet pas d'accueillir de nouvelles activités sur la zone route de Banca, pourtant située sur un secteur géographique stratégique.

Afin de ne pas compromettre l'implantation de nouveaux artisans, terminer l'urbanisation de cette zone déjà existante, et d'éviter d'engager des finances publiques démesurées, la collectivité souhaite revoir les conditions de desserte des constructions de la zone d'activité route de Banca.

Il n'est plus souhaitable de conditionner la construction au raccordement au réseau public d'assainissement, et de permettre la mise en œuvre d'assainissements autonomes afin de gérer les eaux usées des futures constructions, comme c'est déjà le cas pour les constructions déjà existantes sur cette zone.



Zonage d'assainissement collectif de la commune. Source : Commune de Saint-Etienne-de-Baigorry

Une étude assainissement non collectif a été confiée par la Communauté d'Agglomération Pays Basque au bureau d'étude SCE Aménagement & environnement. Plusieurs tests de perméabilité ont été réalisés sur les parcelles encore disponibles à la construction au sein de la zone 1AUY, et des filières d'assainissements autonomes ont été proposées : filière agréée (microstation, filtre compact, ...) et dispersion des eaux traitées.

Communauté d'Agglomération Pays Basque
Etude de perméabilité des sols.

Etude "assainissement non collectif" dans
le cadre de la modification du PLU

Saint Etienne de Baïgorry

Tests de perméabilité

Localisation du lieu-dit	N° et section de la parcelle	Nom	Date de réalisation	Résultat en mm/h	Coordonnées des Tests (Lambert 93)
Saint Etienne de Baïgorry	AD 590	[REDACTED]	07/09/2021	27 et 24	X : 346 213 Y : 6 240 190
	AD 580-581-583-585-586-588			27 et 24	X : 346 189 Y : 6 240 172
Saint Etienne de Baïgorry	F 1030	[REDACTED]	07/09/2021	27 et 31	X : 346 098 Y : 6 240 133
Saint Etienne de Baïgorry	F 1381 - 1384	[REDACTED]	06/09/2021	27 et 25	X : 346 040 Y : 6 240 088
	F 1379			17 et 20	X : 346 028 Y : 6 240 132
	F 1378			20 et 24	X : 345 997 Y : 6 240 120
Saint Etienne de Baïgorry	F 1376	[REDACTED]	07/09/2021	27 et 31	X : 345 922 Y : 6 240 050

SCE - Bayonne - 210025

Septembre 2021

SCE - Bayonne - 210025

Septembre 2021

Synthèse des tests de perméabilité de l'étude ANC réalisée dans le cadre de la modification du PLU. Source : CAPB, SCE Aménagement & environnement.

▪ LES MODIFICATIONS APORTEES AUX PIECES DU PLU

Cet objet nécessite de modifier le règlement écrit et le plan de zonage réglementaire.

- S'agissant des modifications à apporter au règlement écrit, il convient de modifier l'article 4 des dispositions générales pour faire mention d'un secteur 1AUYa nouvellement créée.

Il est également nécessaire de modifier l'article 1AUY14 afin d'ajouter dans le cadre relatif aux 'eaux usées', une disposition autorisant dans le secteur 1AUYa la mise en œuvre d'installations d'assainissement autonome, en l'absence de réseau public d'assainissement.

- S'agissant des modifications à apporter au plan de zonage réglementaire, il convient de faire évoluer le classement de l'actuelle zone 1AUY route de Banca, vers un secteur 1AUYa. Il convient également de modifier la légende afin de rajouter la mention du secteur 1AUYa. Ces modifications sont à apporter au plan de zonage d'ensemble (pièces 4.1) ainsi qu'au plan zoom (pièce 4.2).

3.2. MODIFIER UNE DISPOSITION RELATIVE A L'INSTALLATION DE PANNEAUX SOLAIRES EN TOITURE

▪ JUSTIFICATION

Le règlement du PLU prévoit dans l'ensemble des zones du PLU (U, 1 AU, A et N), des dispositions encadrant les modalités de mise en œuvre d'installations d'énergies renouvelables sur les constructions. Ces dispositions sont mentionnées aux articles 12, relatifs aux « *obligations en matière de performance énergétiques et environnementales* ».

La mise en œuvre de certaines de ces installations est également réglementée à l'article 9 des zones, relatif à « *l'aspect extérieur des constructions et aménagement de leurs abords* ».

- Dans les zones UY, 1 AU, et pour les bâtiments d'activités en zones A et N, il est indiqué que « *Les capteurs solaires ou photovoltaïques, pourront être acceptés, sous réserve d'une intégration respectueuse du contexte environnant.* »
- Dans les zones UA, UB, UC, UE, 1 AU et pour les habitations en zones A et N, il est indiqué que « *Les capteurs solaires ou photovoltaïques devront être intégrés à la toiture* ».

Cette seconde rédaction est davantage contraignante que la première, car elle impose un encastrement des panneaux dans la toiture, ce qui génère davantage de contraintes pour le porteur de projet (surcôt financier, difficulté voir infaisabilité technique). Ainsi, certains projets d'initiatives privés se trouvent bloqués ou n'aboutissent pas du fait de cette contrainte.

Pourtant, le développement d'installations d'énergies renouvelables revêt un enjeu majeur pour le territoire aussi bien à l'échelle locale que global.

- Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) Nouvelle-Aquitaine approuvé le 27 mars 2020 définit des règles avec lesquelles les documents d'urbanisme doivent être compatibles, notamment en matière d'énergie. La règle n°28 indique que « *L'intégration des équipements d'énergie renouvelable solaires dans la construction est facilitée et encouragée.* ». La règle n°29 indique que « *L'optimisation des installations solaires thermiques et photovoltaïques sur les bâtiments est améliorée par une inclinaison adaptée de la toiture.* »
- Le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) Pays Basque adopté le 19 juin 2021, définit dans son programme d'actions différents axes notamment l'axe 7 « *Augmenter la production d'énergies renouvelables* ». L'action n°7.2 « *Animer le développement du solaire* », a pour but de développer le solaire photovoltaïque et thermique principalement en toiture.

Afin de faciliter la mise en œuvre d'installations solaires ou photovoltaïques en toiture et de s'inscrire dans le cadre réglementaire existant, la collectivité souhaite reformuler et assouplir la disposition inscrite à l'article 9 des zones UA, UB, UC, UE, 1 AU, et des zones A et N s'agissant des habitations.

Il est proposé de remplacer la règle « *Les capteurs solaires ou photovoltaïques devront être intégrés à la toiture* », par « *Les capteurs solaires ou photovoltaïques installés en toiture, pourront être acceptés, sous réserve d'une bonne insertion architecturale et paysagère* ».

Afin d'avoir une application de la règle de façon homogène sur le territoire communal, il est proposé d'inscrire cette règle à l'article 9 de l'ensemble des zones du PLU.

- LES MODIFICATIONS APPORTEES AUX PIECES DU PLU

Cet objet nécessite de modifier le règlement écrit. Les articles UA9, UB9, UC9, UE9, UY9, 1AU9, 1AUY9, A9 et N9 sont modifiés.

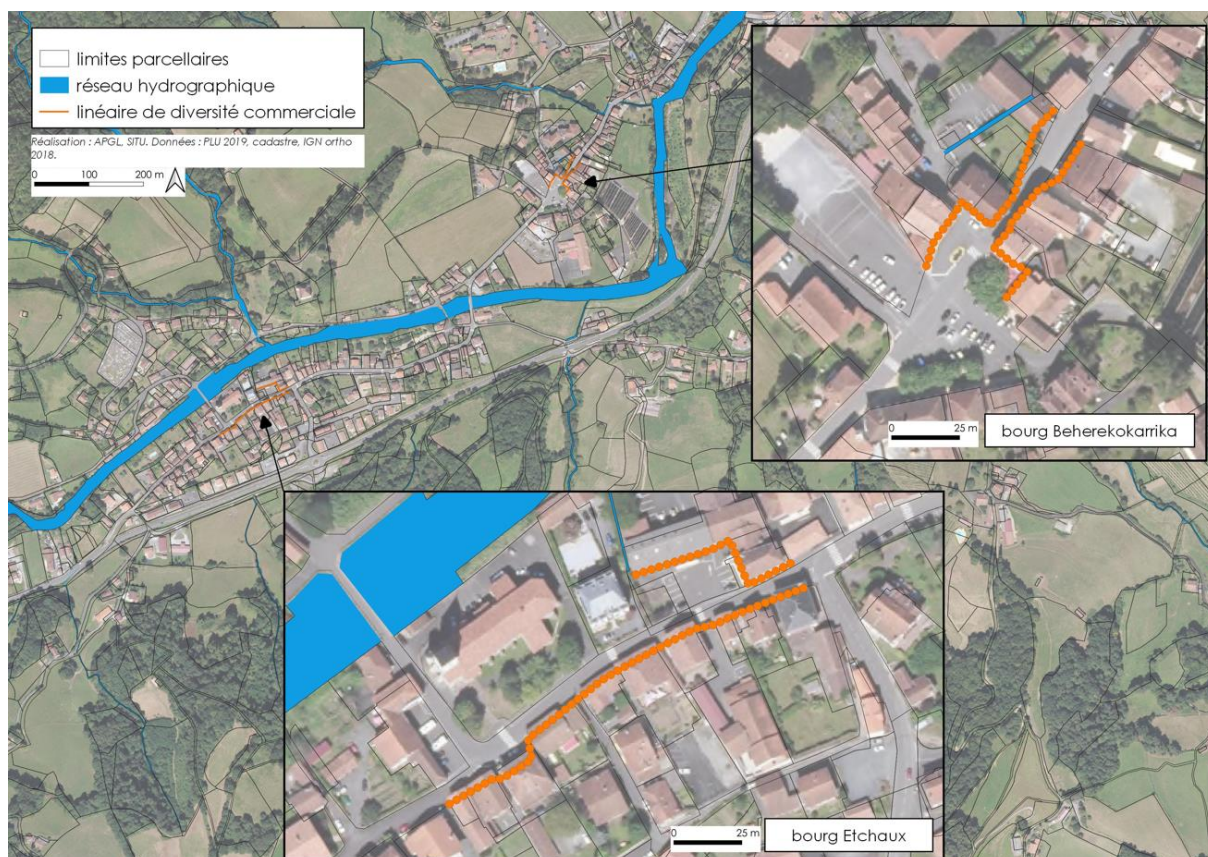
3.3. MODIFIER L'EMPRISE DU LINEAIRE DE DIVERSITE COMMERCIALE

- JUSTIFICATION

Le PLU identifie conformément à l'article L.151-16 du Code de l'urbanisme, des secteurs linéaires dans lesquels est préservée ou développée la diversité commerciale.

Des linéaires de diversité commerciale ont été institués sur deux secteurs, localisés dans les bourgs de Beherekokarika et d'Etchaux, sur des fronts bâtis faisant face à la RD948. Cette disposition est focalisée sur les deux centralités, sur les fronts bâtis ou ont été relevés une continuité d'activités de commerces et de services. La volonté communale est d'assurer le maintien et le développement des activités économiques (petits commerces et services et de proximité notamment) sur ces centralités.

Sur ces linéaires identifiés aux documents graphiques, sont interdits le changement de destination des locaux d'artisanat et commerce de détail, de restauration, d'activité de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle, situés en façade de rue et en rez-de-chaussée, vers de l'habitation ou de l'annexe à l'habitation.



Emprise des linéaires de diversité commerciale dans le PLU en vigueur. Source : Extrait PLU.

La collectivité souhaite étendre le linéaire de diversité commerciale à deux autres bâtiments donnant sur la place du village Beherekokarika, situées entre le restaurant et la mairie. Ces deux bâtiments disposent en rez-de-chaussée de locaux commerciaux. Le souhait de la collectivité est de renforcer l'un des objectifs du PADD qui est de pérenniser la mixité des usages dans les centralités urbaines. Le maintien de commerces et activités de services dans le bourg permet de dynamiser la vie du village et renforce l'attractivité touristique de la commune.

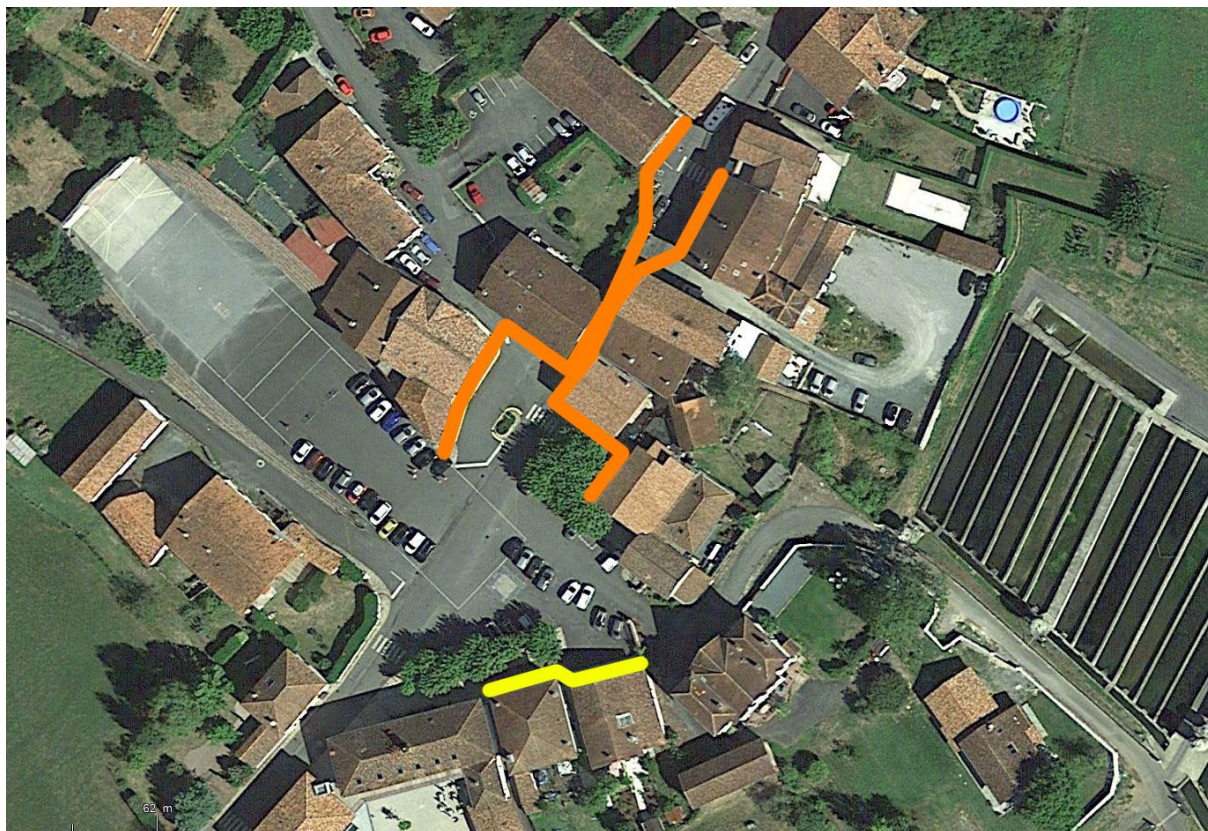


Photo-aérienne de 2020 indiquant en trait orange, les bâtiments déjà concernés par le linéaire de diversité commerciale et en jaune, les bâtiments concernés par le projet de classement. Source : APGL, SITU.



Vue panoramique de la place, indiquant en trait orange, les bâtiments déjà concernés par le linéaire de diversité commerciale et en jaune, les bâtiments concernés par le projet de classement. Source : APGL, SITU.

▪ LES MODIFICATIONS APPORTEES AUX PIECES DU PLU

Cet objet nécessite de modifier le plan de zonage réglementaire. Le linéaire de diversité commerciale au titre de l'article L.151-16 du C.U., qui apparaît en une trame de pointillé orange sur le document graphique, est étendu sur les parcelles cadastrées section AC n° 105 et 106.

4. LES CHANGEMENTS A APPORTER AUX PIECES DU PLU

Au vu des modifications à apporter, en application de l'article L.153-36 du Code de l'urbanisme, les pièces suivantes du PLU sont modifiées :

- La pièce 1 – Rapport de présentation
- La pièce 3 – Règlement
- La pièce 4.1 – Plan d'ensemble
- La pièce 4.2 – Zoom

Par ailleurs, conformément à l'article R.151-5 du Code de l'urbanisme, le rapport de présentation du PLU est complété par l'exposé des motifs des changements apportés par cette procédure de modification simplifiée. Cet exposé sera inséré entre la page de garde et le sommaire du rapport de présentation.

Les changements apportés aux différentes pièces du PLU en vigueur font l'objet d'un document spécifique, distinct du présent rapport de présentation (pièce B).

5. LES INCIDENCES DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT

5.1. PROFIL ENVIRONNEMENTAL DE LA COMMUNE

Ce chapitre présente une description synthétique du profil environnemental de la commune de Saint-Etienne-de-Baigorry. Le profil environnemental est abordé sous différentes thématiques :

- la biodiversité ;
- le patrimoine paysager, bâti et architectural ;
- les risques, nuisances et pollutions ;
- les ressources naturelles.

En fonction des objets abordés dans la modification du PLU, certaines thématiques seront détaillées dans le chapitre suivant et des zooms cartographiques peuvent être faits afin de mieux apprécier la sensibilité environnementale des secteurs concernés.

5.1.1 CONTEXTE TERRITORIAL

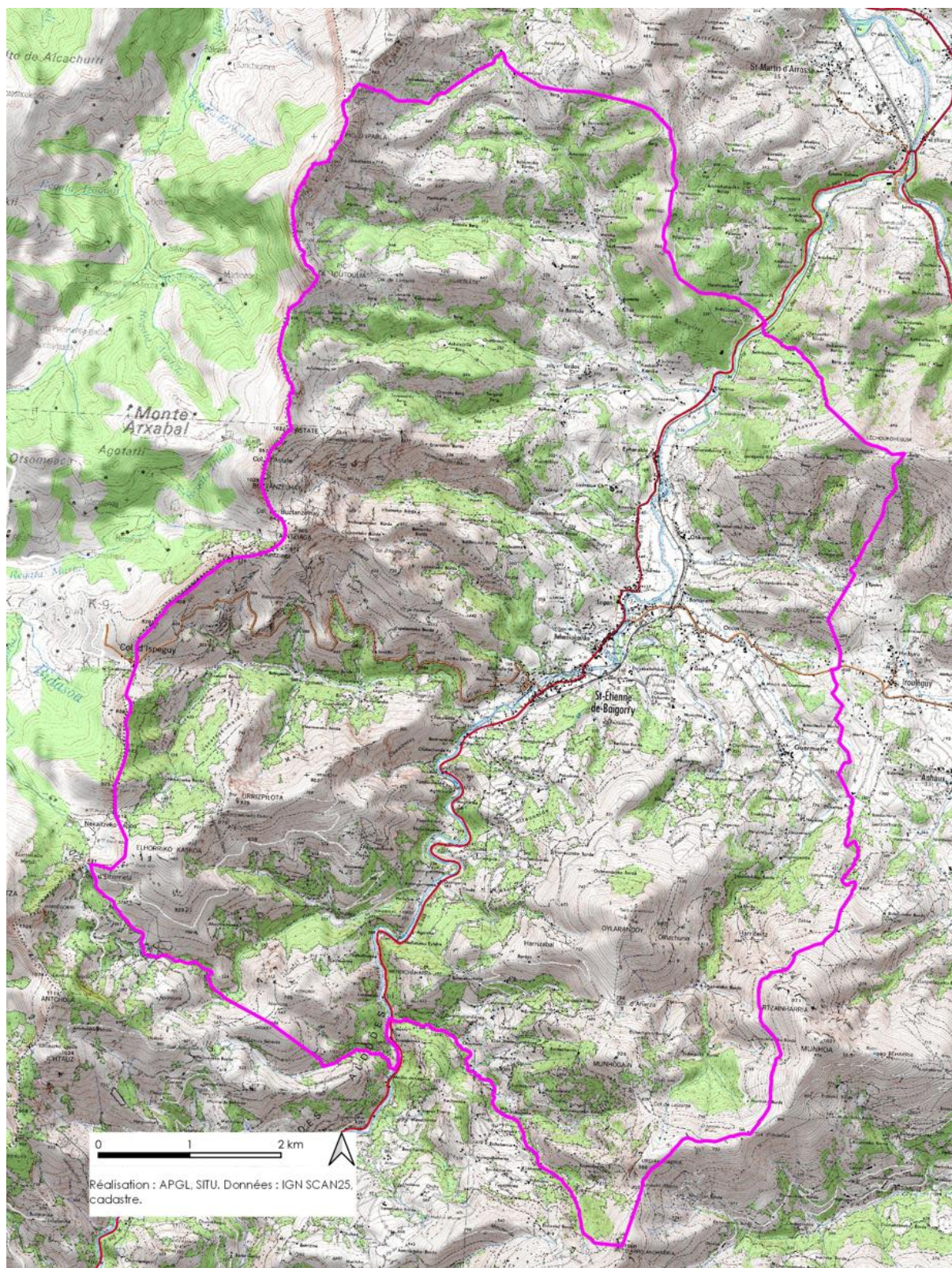
La commune est située dans le département des Pyrénées-Atlantiques, au sud de la province basque de Basse-Navarre, en limite avec l'Espagne par la frontière du col d'Ispéguy. S'étendant sur 6944 ha, la commune recense 1478 habitants en 2019 (chiffre INSEE).

Saint-Etienne-de-Baigorry appartient à la Communauté d'Agglomération Pays Basque qui comprend 158 communes représentant une population de 312 278 habitants (chiffre INSEE 2018). La CAPB est née en 2017 de la fusion de 10 intercommunalités.

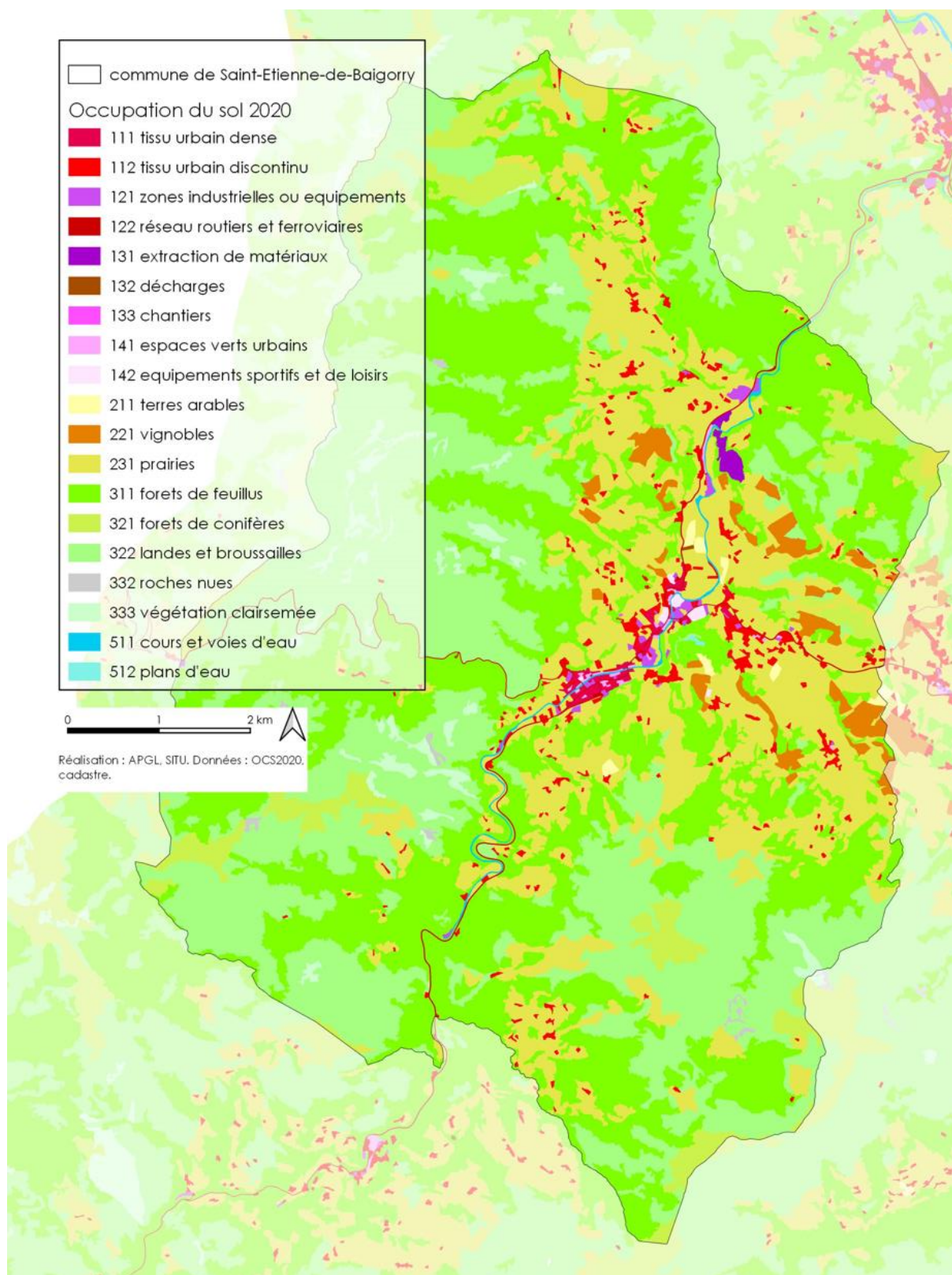
Le point culminant de la commune s'établit à 1044 mètres (pic d'Iparla) et le point le plus bas à 139 mètres (aval de la Nive des Aldudes). Les communes limitrophes sont Anhaux, Banca, Bidarray, Irouléguy, Lassa, Saint-Martin-d'Arrossa, Erratzu (Espagne).

Le territoire communal est concerné par les dispositions de la Loi du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la Montagne.

La commune de Saint-Etienne-de-Baigorry bénéficie d'une localisation géographique qui explique la richesse de son patrimoine environnemental et paysager. La combinaison de multiples facteurs physiques, tels que le relief, l'eau, le sol, à laquelle s'applique une gestion extensive de l'espace conduit à la présence d'un territoire à forte valeur environnementale. La gestion de ce milieu de montagne par l'homme et ses activités notamment pastorales, conduit au territoire tel qu'il est perçu aujourd'hui, avec de nombreux atouts et contraintes environnementales qu'il est nécessaire de prendre en compte dans l'aménagement du territoire.



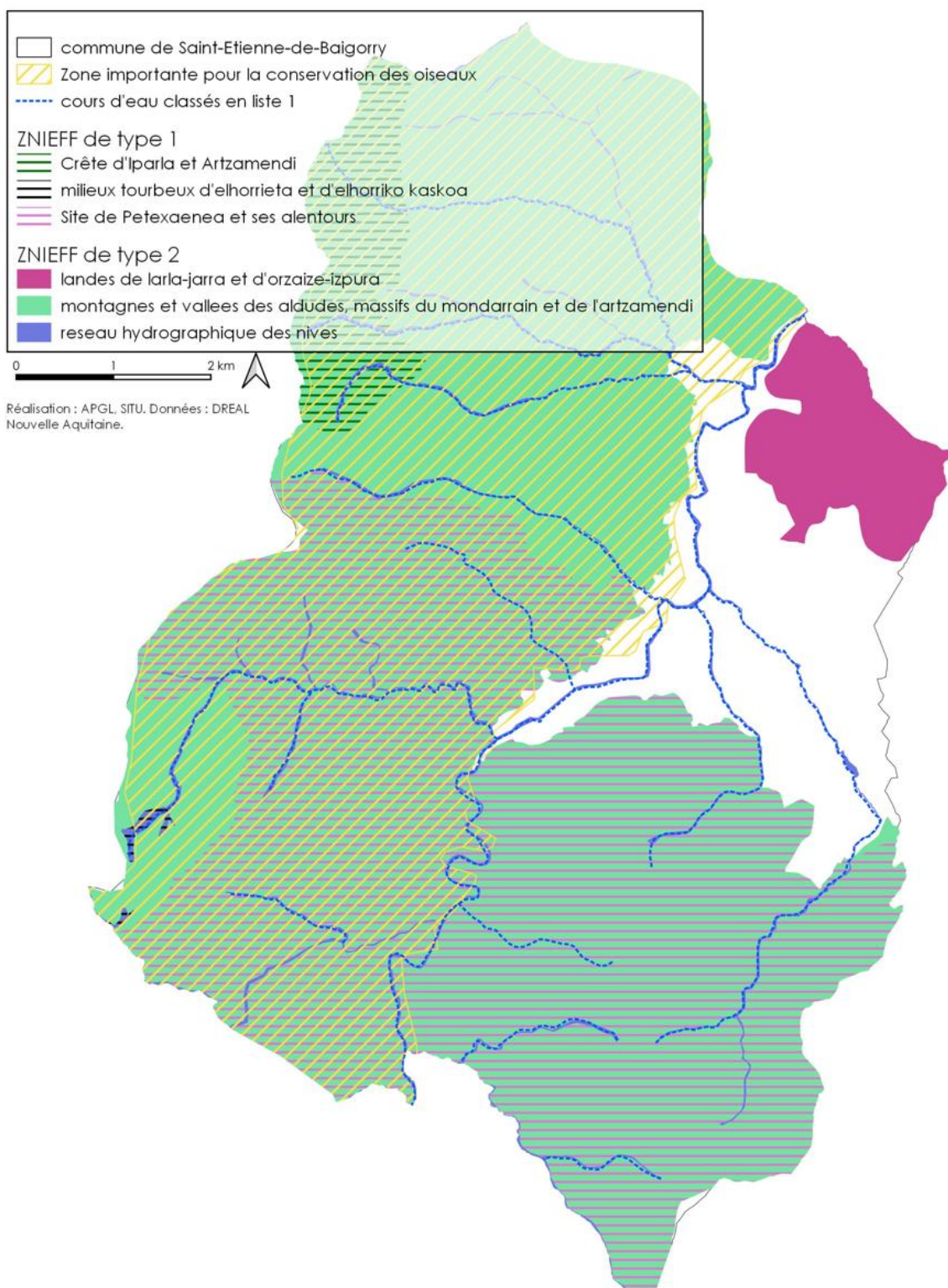
La commune de Saint-Etienne-de-Baigorry sur le SCAN25 de l'IGN. Source : APGL, SITU.



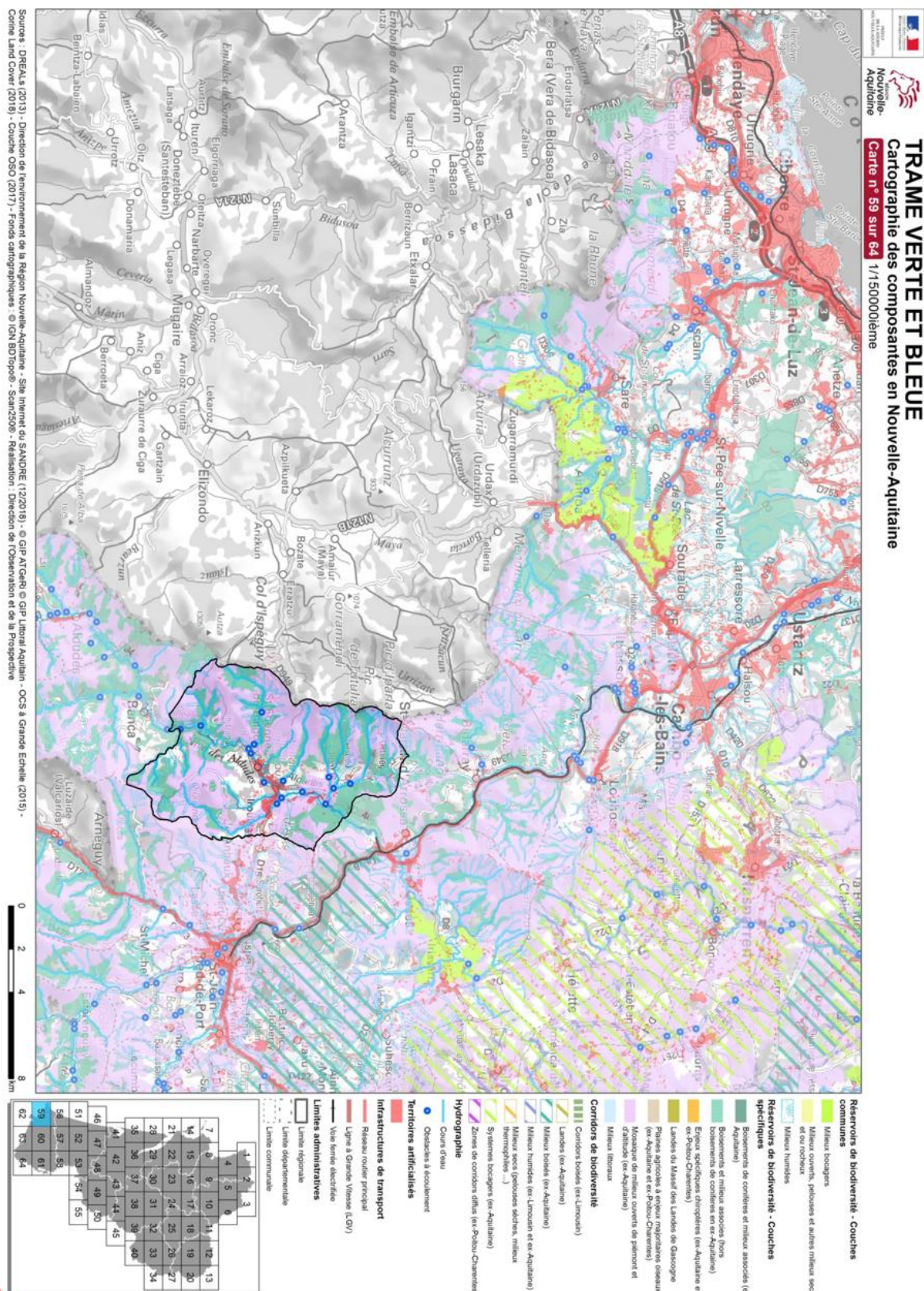
Référentiel régional de l'occupation du sol 2020 sur la commune de Saint-Etienne-de-Baigorry. Source : APGL, SITU.

5.1.2 BIODIVERSITE ET PATRIMOINE NATUREL

Réserve naturelle régionale ou nationale, parc naturel régional ou national	
Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique, Zone importante pour la conservation des oiseaux	<p>ZNIEFF1 720020033 Milieux tourbeux d'Elhorrieta et d'Elhorriko Kaskoa</p> <p>ZNIEFF1 720030075 Site de Petexaenea et ses alentours</p> <p>ZNIEFF1 720030077 Crête d'Iparla et Artzamendi</p> <p>ZNIEFF2 720010795 Landes de Larla-Jarra et d'Orzaie-Izpura</p> <p>ZNIEFF2 720009373 Montagnes et vallée des Aldudes, crêtes d'Iparla et d'Artzamendi</p> <p>ZNIEFF2 720012968 Réseau hydrographique des Nives</p> <p>ZICO ZO0000619 Vallée et massif des Aldudes, col de Lindux.</p>
Arrêté de protection de biotope	
Espace naturel sensible	
Réservoirs/continuités écologiques repérés par un document de rang supérieur (SCoT ou SRCE)	<p>Le SRADDET Nouvelle Aquitaine relève l'intérêt du territoire pour les réservoirs de biodiversité des milieux boisés, et mosaïque de milieux ouverts de piémont et d'altitude.</p> <p>Le PLU relève également les grandes espaces forestiers et agro-pastoraux comme des réservoirs de biodiversité, et relève l'intérêt du bocage en fond de vallée pour les corridors écologiques.</p> <p>La Nive des Aldudes et plusieurs de ses affluents présentent un intérêt pour les continuités écologiques de la trame bleue (mentionné dans les listes 1 et 2).</p>
Zones humides ayant fait l'objet d'une délimitation ou repérées par un document de rang supérieur	Aucun document d'identifie de zones humides règlementaires sur la commune. Le territoire est cependant favorable à la présence de ces milieux.
Forêt de protection / Espaces boisés classés	Le PLU en vigueur identifie des espaces boisés classés.



Le patrimoine naturel sur la commune de Saint-Etienne-de-Baigorry. Source : APGL, SITU.



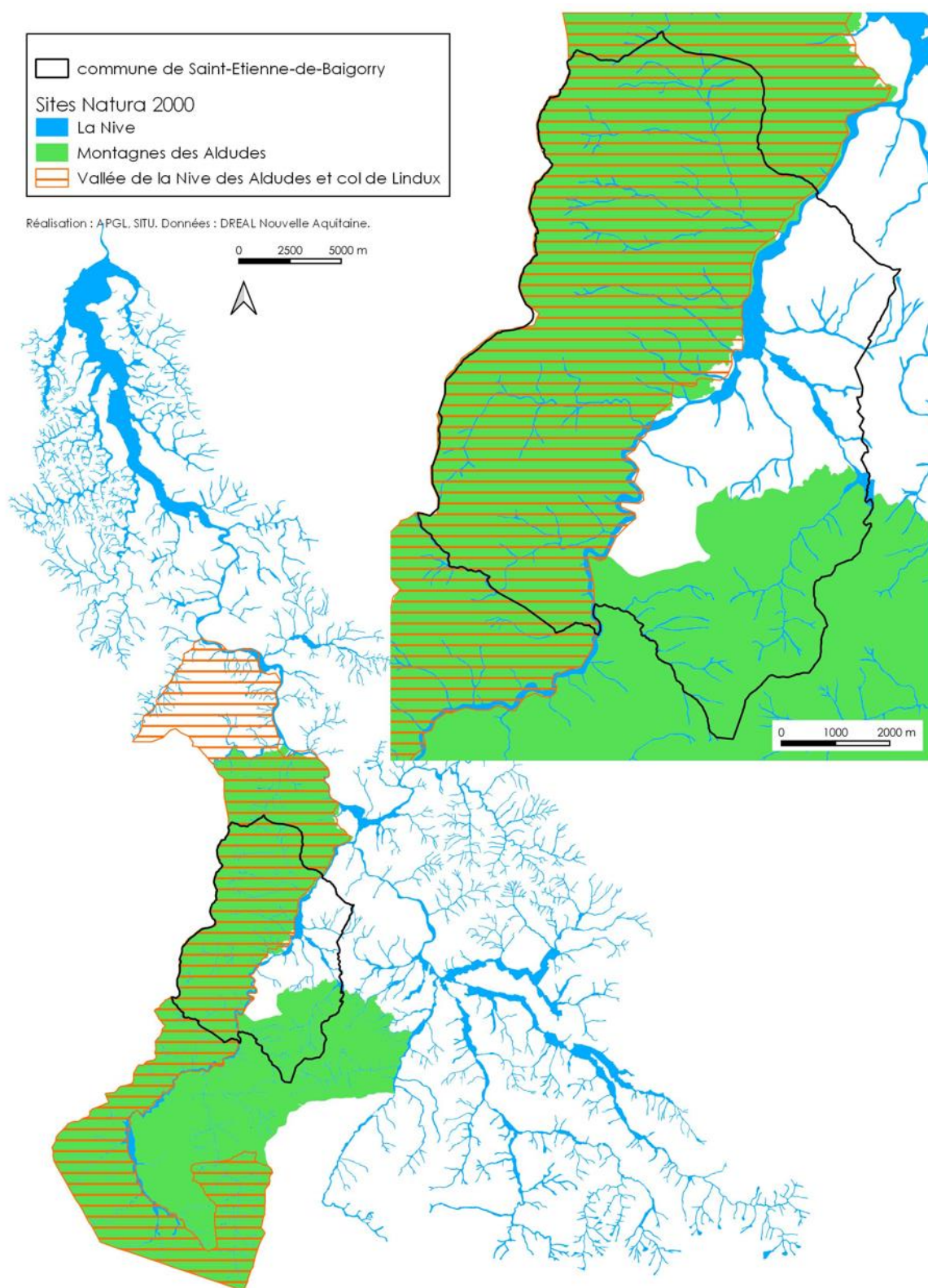
Extrait de la cartographie trame verte et bleue du SRADDET et localisation de la commune de Saint-Etienne-de-Baigorry. Source : APGL, SITU.

5.1.3 RESEAU NATURA 2000

Directive Habitat	La Nive (FR-7200786) / DOCOB validé
Présentation générale	<p>Ce site Natura 2000 est lié au réseau hydrographique de la Nive. Il présente une superficie de 9476 ha et un point haut culminant à 1250 mètres (région à la fois atlantique et alpine). Il s'agit d'un territoire majoritairement agricole. L'aval du bassin versant (jusqu'à Ustaritz) est peu occupé par l'agriculture du fait de la pression foncière. La montagne basque est quant à elle fortement exploitée. Ce site dénombre 19 habitats d'intérêt communautaire dont 5 prioritaires et 18 espèces à l'annexe II de la Directive Habitats Faune Flore.</p> <p>Sur la commune de Saint-Etienne-de-Baigorry, le site Natura 2000 s'étend sur environ 494 ha soit près de 7% du territoire. Il concerne l'essentiel du réseau hydrographique et les espaces rivulaires de part et d'autre des principaux cours d'eau.</p>
Habitats d'intérêt communautaire	<p>Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du Ranunculion fluitantis et du Callitricho-Batrachion - Prés-salés atlantiques (Glaucopuccinellietalia maritima) - Eaux oligotrophes très peu minéralisées des plaines sablonneuses (Littorelletalia uniflorae) - Rivières avec berges vaseuses avec végétation du Chenopodium rubri p.p. et du Bidetion p.p. - Tourbières basses alcalines. - Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaux et des étages montagnards à alpins - Formations herbeuses à Nardus, riches en espèces, sur substrats siliceux des zones montagnardes (et des zones submontagnardes de l'Europe continentale). - Prairies à Molinia sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (Molinion caeruleae). - Prairies maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis). - Sources pétifiantes avec formation de tuf (Cratoneurion). - Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition. - Pentes rocheuses siliceuses avec végétation chasmophytique. - Tourbières acides à sphaignes. - Landes sèches européennes. - Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae). - Forêts mixtes à Quercus robur, Ulmus laevis, Ulmus minor, Fraxinus excelsior ou Fraxinus angustifolia, riveraines des grands fleuves (Ulmion minoris). - Forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion. - Chênaies galicio-portugaises à Quercus robur et Quercus pyrenaica. - Hêtraies acidophiles atlantiques à sous-bois à Ilex et parfois à Taxus (Quercion robori-petraeae ou Ilici-Fagenion).</p>
Espèces d'intérêt communautaire	<p>Saumon atlantique, Ecrevisse à pattes blanches, cuivré des marais, vison d'Europe, Angélique des estuaires, Toxostome, Grande alose, Alose feinte, Chabot de l'Adour, Lamproie de rivière, Saldanelle velue, Lamproie marine, Lamproie de planer, Agrion de mercure, Cistude d'Europe, Loutre d'Europe, Desman des Pyrénées, Trichomanes remarquable.</p>

Directive Habitat	Montagne des Aldudes (FR-7200756) / DOCOB validé
Directive Oiseaux	Vallée de la Nive des Aldudes, col de Lindux (FR.7212012) / DOCOB non validé
Présentation générale	<p>Les 2 sites s'étendent respectivement sur 17 440 ha (SIC) et sur 14 800 ha (ZPS). Il s'agit d'une surface très importante pour un site Natura 2000. Ce territoire de plus de 20 000 ha est un lieu de vie et d'activité humaine pour environ 6000 habitants. Il s'étend sur 8 communes du canton de Baigorry. Les enjeux écologiques sont liés à la conservation des habitats et espèces d'intérêt communautaire présent ou potentiellement présent sur le site. Les enjeux retenus au niveau très fort à fort</p>

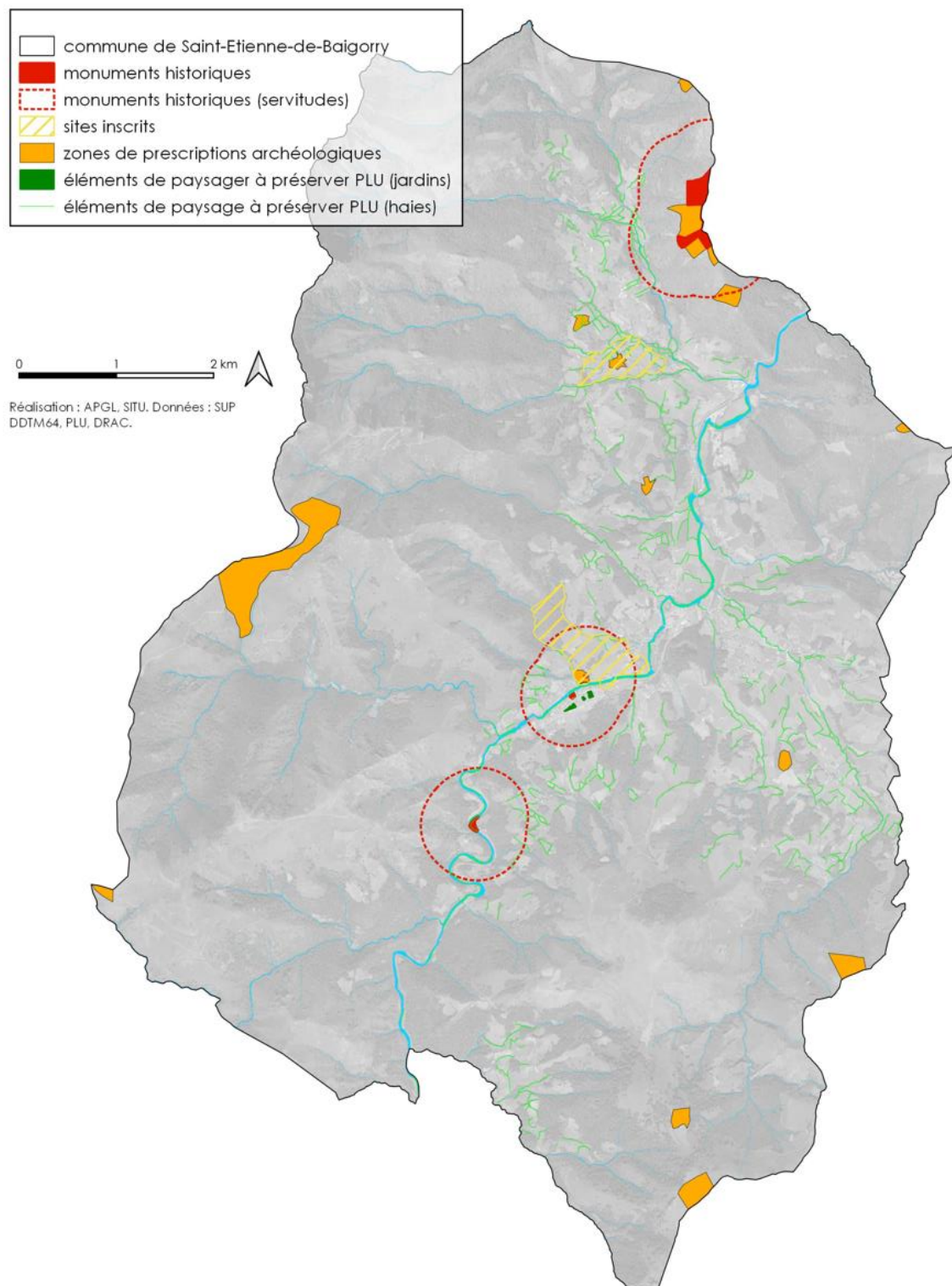
	<p>concernent 9 habitats d'IC ou potentiellement d'IC, une plante, une espèce de chauve-souris, 2 invertébrés, 9 espèces d'oiseaux.</p> <p>Le site montagne des Aldudes couvre près de 72% du territoire communal et le site au titre de la Directive Oiseaux couvre près de 58% de la commune.</p>
Habitats d'intérêt communautaire	Landes humides atlantiques tempérées à <i>Erica ciliaris</i> et <i>Erica tetralix</i> , Landes ibérico-atlantiques thermophiles, chênaies pionnières acidiphiles du bassin aquitain et du piémont pyrénéen, complexe d'habitats humides d'intérêt communautaire, pelouses acidiphiles thermo-atlantiques, hêtraies acidiphiles montagnardes à houx, prairies maigres de fauche de basse altitude, grottes non exploitées par le tourisme.
Espèces d'intérêt communautaire	Soldanelle velue, rhynolophe euryale, rosalie des alpes, rhysodes sulcatus, pic à dos blanc, gypaète barbu, milan royal, vautour percnoptère, pie grièche écorcheur, alouette lulu, aigle royal, faucon pèlerin, martin pêcheur.



Les sites Natura 2000 sur la commune de Saint-Etienne-de-Baigorry. Source : APGL, SITU

5.1.4 PATRIMOINE CULTUREL

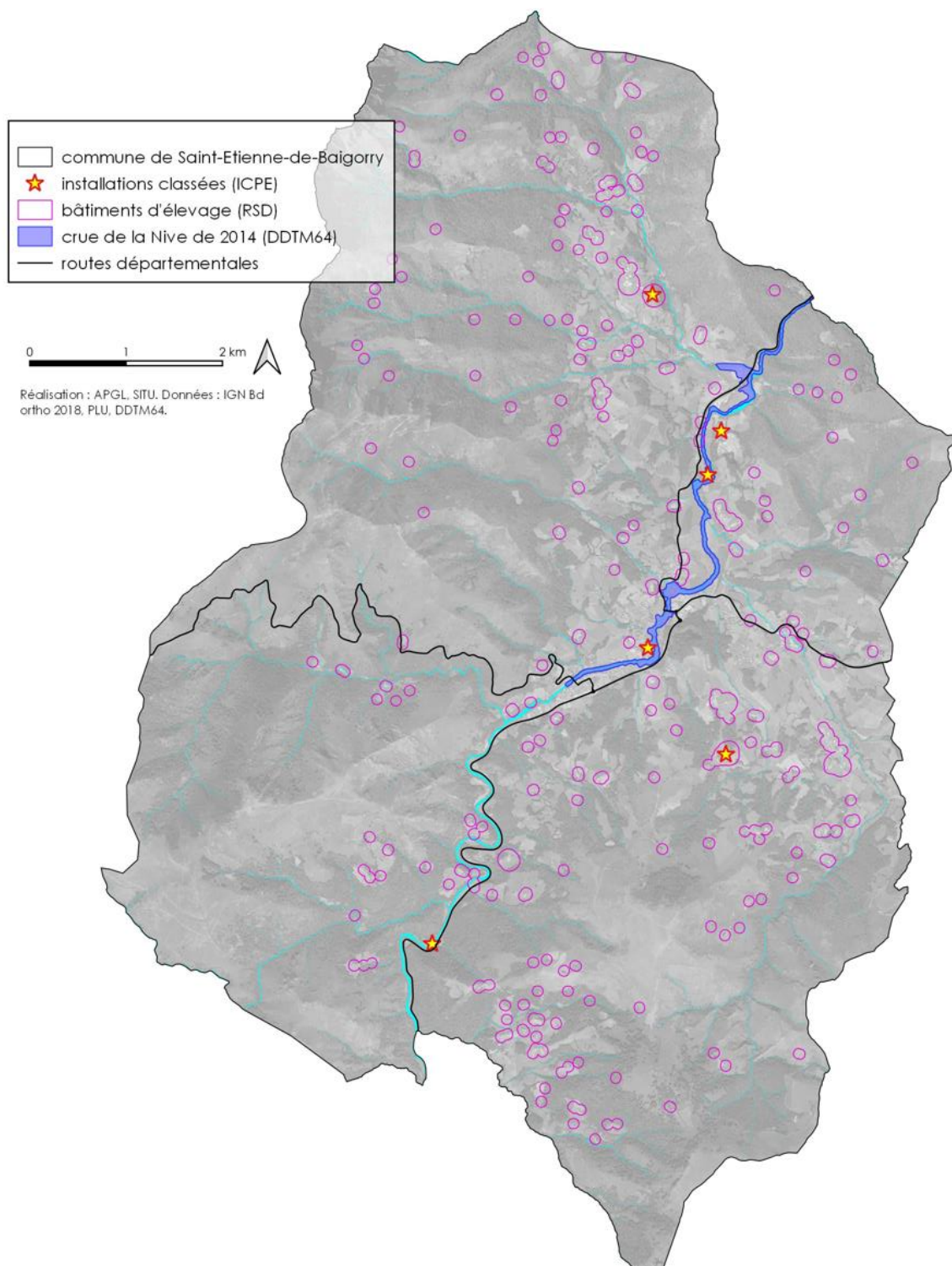
Monuments historiques	Le territoire est concerné par 5 monuments : camp protohistorique, fortifications protohistoriques, église de Saint-Etienne, château d'Etchaux, forges d'Etchaux.
Éléments inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO	
Zones de prescriptions archéologiques	16 zones de prescriptions archéologiques sont recensées sur le territoire.
Sites inscrits et sites classés	Le territoire est concerné par deux sites inscrits : le site du hameau d'Urdos, le site dit du parc, château et vieux pont sur la Nive.
Zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager / Aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine / Site patrimonial remarquable	
Plan paysage	
Autres patrimoines bâtis communaux à préserver	Identification d'éléments de paysage végétal à préserver dans le PLU (haies bocagère, espaces jardinés dans le village).



Le patrimoine culturel sur la commune de Saint-Etienne-de-Baigorry. Source : APGL, SITU.

5.1.5 RISQUES, NUISANCES ET POLLUTIONS

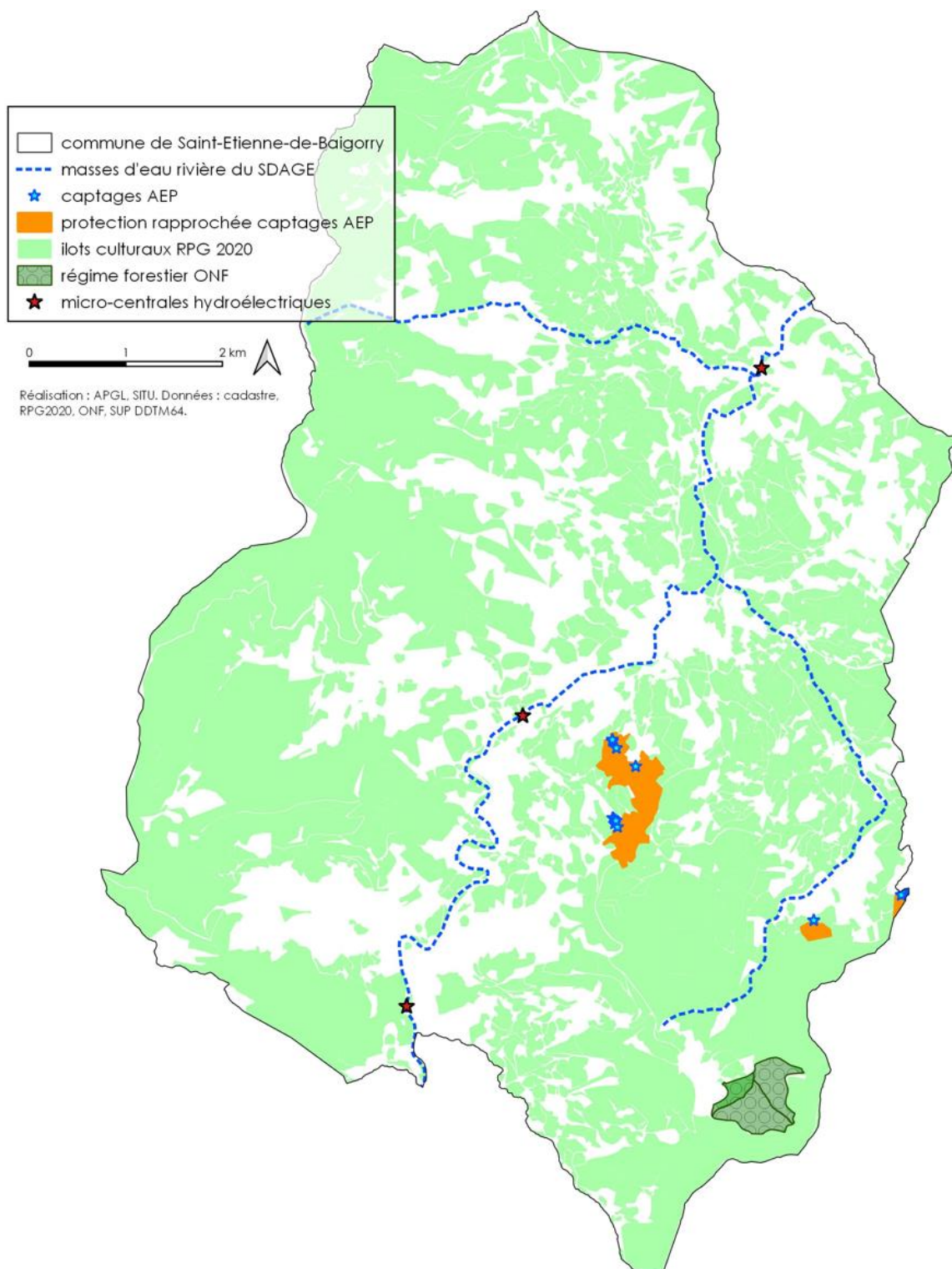
Plan de prévention des risques naturels	Non. Cartographie par les services de l'Etat, de la crue de la Nive du 4 juillet 2014.
Atlas départemental des zones inondables	Oui (Nive des Aldudes 2002) , enveloppe inondable cartographiée autour de la Nive.
Risques ou aléas naturels	Aléa inondation par crue torrentielle. Remontée de nappe phréatique dans les fonds de vallées. Aléa retrait-gonflement des sols faibles à moyens. Territoire en zone de sismicité moyenne (niveau 4).
Risques technologiques, risques industriels ou miniers (ICPE, TMD, etc.)	6 installation classée pour la protection de l'environnement : élevages (2) agricoles, piscicultures (3), exploitation de carrière (1). Nombreux bâtiments d'élevage soumis au règlement sanitaire.
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore, classement sonore des infrastructures de transport	
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués (BASOL)	
Anciens sites industriels et activités de services (BASIAS)	16 sites dans l'inventaire historique des sites industriels et des activités de services
Carrières et/ou projet de création ou d'extension de carrières, ISDI, etc.	Carrière SAGRAL. Déchetterie intercommunale au quartier Makozain.



Les risques, nuisances et pollutions sur la commune de Saint-Etienne-de-Baigorry. Source : APGL, SITU.

5.1.6 RESSOURCES NATURELLES

Qualité des cours d'eau identifiées par le SDAGE 2016-2021	La Nive des Aldudes : bons états écologique et chimique 2015, altérations élevées de la continuité et de l'hydrologie. Ruisseau de Guermiette : bons états écologique et chimique 2015, absence de pressions significatives. Ruisseau d'Urdos : bons états écologique et chimique 2015, absence de pressions significatives.
Captage d'eau potable	Présence de plusieurs captages d'eau potable : Poko, Soulateguy, Chetio, Allea, Cebia.
Zonages règlementaires portant sur la qualité des eaux (zone de vigilance pesticide, etc.)	
Ressource foncière forestière	Forêt syndicale de Baigorry (44 ha) et forêt privé. La surface forestière de la commune est d'environ 2536 ha soit 36% du territoire.
Ressource foncière agricole	4516 ha de surfaces déclarées au registre parcellaire graphique en 2020 soit 65 % du territoire.
Energies renouvelables	Trois micro-centrales hydroélectriques installées sur la Nive des Aldudes sont situées sur la commune.



Les ressources naturelles sur la commune de Saint-Etienne-de-Baigorry. Localisation des projets. Source : APGL, SITU.

5.2. EVALUATION DES INCIDENCES

L'analyse suivante a pour objectif de relever les éventuels enjeux environnementaux qui pourraient concerner certaines modifications réglementaires et d'évaluer le cas échéant les incidences qu'elles généreraient. Cette analyse porte sur 4 grandes thématiques environnementales :

Biodiversité : La diversité biologique, faune, flore.
Patrimoine : Le patrimoine culturel, architectural et archéologique, les paysages.
Ressources naturelles : Les sols, l'eau, l'énergie
Risques et nuisances : La santé humaine, la population, l'air, le bruit, le climat.

La hiérarchisation des enjeux concernant chaque thématique se définit selon 4 classes :

Enjeu nul	Enjeu faible	Enjeu modéré	Enjeu fort

La hiérarchisation du niveau d'incidence se définit selon 5 classes :

Incidence positive	Incidence nulle	Incidence faible	Incidence modérée	Incidence forte

▪ Créer un secteur 1AUy

Cette modification concerne les conditions de desserte des terrains par les réseaux, d'une zone à vocation économique, partiellement bâtie et déjà classée en zone à urbaniser du PLU.

L'évolution réglementaire concerne la création d'un secteur '1AUy' dans la zone 1AUy, autorisant dans ce secteur, la mise en œuvre d'installation d'assainissement autonome dès lors que le réseau d'assainissement collectif est absent. Cette modification ne présente pas d'enjeux et d'incidences sur la consommation foncière, le patrimoine culturel ou les risques.

Les enjeux de la gestion des eaux usées concernent la salubrité, la qualité de la ressource en eau et du milieu naturel. Ces enjeux sont représentés par le cours d'eau de la Nive présent en limite nord de la zone, la Nive faisant l'objet de divers classements (ZNIEFF, Natura 2000, liste 1, masse d'eau du SDAGE).

Afin de s'assurer de la faisabilité de la mise en œuvre d'assainissements autonomes sur les terrains potentiellement constructibles au sein de la zone 1AUy route de Banca, des études de sols ont été réalisées. Elles ont démontré la présence de sols perméables et la possibilité technique de mettre en place le cas échéant, des systèmes d'assainissements individuels conforme à la réglementation en vigueur. Ces conclusions permettent de lever les incidences potentielles liées à la pollution de la ressource en eau et la dégradation du milieu naturel, notamment du site Natura 2000 de la Nive.

Thématique	Biodiversité	Natura 2000	Patrimoine	Ressources naturelles	Risques et nuisances
Enjeu					
Incidence					

- Modifier une disposition relative à l'installation de panneaux solaires en toiture

Cette modification a pour objet de faire évoluer la rédaction d'une disposition des articles 9 de l'ensemble des zones du PLU, relative à la mise en œuvre d'installations solaires et photovoltaïques en toiture. La contrainte technique imposée par l'actuelle rédaction du règlement du PLU, est un frein au développement de ces installations. La nouvelle rédaction offre davantage de souplesse dans la mise en œuvre de ce type d'équipement, tout en veillant à sa bonne insertion architecturale et paysagère.

Il s'agit d'une modification réglementaire qui a une incidence positive sur le développement des énergies renouvelables. Cet objet ne présente pas d'incidences sur les sites Natura 2000.

La commune de Saint-Etienne-de-Baigorry est concernée par plusieurs périmètres patrimoniaux (sites inscrits, monuments historiques) notamment dans les ensembles bâtis tels que les bourgs et les hameaux. Dans le cas de projets modifiant l'aspect extérieur des constructions, situés dans ces périmètres patrimoniaux, l'architecte des bâtiments de France donne un avis sur la manière dont le projet s'insère harmonieusement avec la sensibilité patrimoniale des lieux.

Thématique	Biodiversité	Natura 2000	Patrimoine	Ressources naturelles	Risques et nuisances
Enjeu					
Incidence					

- Modifier l'emprise du linéaire de diversité commerciale

Cette modification réglementaire concerne le document graphique du règlement. Elle étend l'outil 'linéaire de diversité commerciale' sur deux bâtiments dans le bourg Beherekokarika. Il s'agit d'une mesure visant à maintenir les commerces et activités de services. Il s'agit d'une modification réglementaire qui n'a pas d'incidences sur les sites Natura 2000 et l'environnement territorial.

Le maintien d'une mixité des usages dans la centralité permet de maintenir la proximité entre les logements et les lieux de commerces et services, ce qui est favorable à des déplacements courts ne nécessitant pas l'usage des transports motorisés (diminution des consommations d'énergie, des nuisances et pollutions).

Thématique	Biodiversité	Natura 2000	Patrimoine	Ressources naturelles	Risques et nuisances
Enjeu					
Incidence					

5.2 CONCLUSIONS

- Les sites Natura 2000

La commune de Saint-Etienne-de-Baigorry est concernée par trois sites Natura 2000, deux sites montagne et un site cours d'eau. Le PLU approuvé le 14 décembre 2019 a fait l'objet d'une évaluation environnementale et a pris en compte les sensibilités écologiques des sites Natura 2000. Le PLU classe près de 99% du territoire en zones agricoles et naturelles, qui sont des zones dans lesquelles il est mis en

œuvre des dispositions permettant la préservation et la gestion des milieux caractéristiques de l'espace montagnard. La quasi-totalité des sites Natura 2000 sont classés en zones A et N.

Les zones U et AU du PLU sont recentrées autour de l'urbanisation existante en fond de vallée de la Nive et ponctuellement sur des quartiers périphériques déjà constitués. La délimitation de ces zones est projetée sur des sites ne présentant pas ou peu d'intérêt pour la biodiversité d'intérêt communautaire, notamment les habitats d'intérêt communautaire et l'avifaune.

La modification du PLU ne modifie pas les outils du PLU qui contribuent à la préservation des sites Natura 2000 : aucune modification n'est apportée aux limites des zones U, AU, A et N, aucune modification n'est apportée à la délimitation des espaces boisés classés et des éléments de paysage à protéger.

Des études d'assainissement non collectif sur les parcelles constructibles dans la zone 1AUY route de Banca ont été réalisés, parallèlement à l'étude de la modification du PLU. Ces études concluent à des sols perméables avec des possibilités de mettre en œuvre des filières d'assainissements agréées. Ces conclusions assurent l'absence d'incidences indirectes sur le site Natura 2000 de la Nive présent en limite nord.

Les autres objets abordés dans la modification du PLU n'ont pas d'incidence sur les sites Natura 2000 (modification d'une règle graphique et des articles 9). Compte tenu de la nature des objets abordés dans le cadre de la modification simplifiée n°1 du PLU et des caractéristiques des sites Natura 2000 sur le territoire, la modification du document n'est pas susceptible d'avoir des incidences sur les sites Natura 2000.

▪ L'environnement territorial

La commune de Saint-Etienne-de-Baigorry bénéficie d'une localisation géographique qui participe à la richesse de son patrimoine environnemental et paysager. La combinaison de multiples facteurs physiques, tels que le relief, l'eau, le sol, à laquelle s'applique une gestion extensive de l'espace conduit à la présence d'un territoire à forte valeur environnementale. La richesse environnementale du territoire se manifeste également par son patrimoine culturel, caractéristique de l'identité locale. Le territoire communal dispose également de ressources naturelles significatives et est également exposé des aléas naturels liés au contexte montagnard.

L'ensemble de ces enjeux environnementaux ont été pris en compte dans la révision du PLU approuvé en 2019. Les modifications réglementaires (formulation de règles écrites et graphiques) qui interviennent dans la présente modification du PLU, ne remettent pas en cause les objectifs de protection de l'environnement tels qu'ils sont inscrits dans l'axe1 du PADD.

Ces modifications n'augmentent pas la consommation foncière et l'artificialisation des sols du PLU en vigueur. Ces modifications n'induisent pas plus d'incidences sur le patrimoine naturel, de pressions sur les ressources naturelles et n'exposent pas davantage le territoire aux aléas naturels. La modification simplifiée n°1 du PLU de Saint-Etienne-de-Baigorry ne présente pas d'incidences négatives sur l'environnement territorial et la santé humaine

Thématique	Biodiversité	Natura 2000	Patrimoine	Ressources naturelles	Risques et nuisances
1					
2					
3					

Synthèse des incidences des objets de la modification simplifiée n°1 du PLU sur l'environnement.

5.3 COMPATIBILITE AU REGARD DES OBJECTIFS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

L'évolution du PLU de la commune de Saint-Etienne-de-Baigorry ne compromet pas la protection de l'environnement telle qu'elle est notamment établie par les politiques communautaires ou nationales. L'évolution du PLU est compatible ou ne compromet pas :

- les objectifs de protection des milieux naturels et de biodiversité d'intérêt communautaire telle qu'elle est établie par les Directives Habitats Faune Flore. Sur la commune, les objectifs de protection des sites Natura 2000 de la Nive, de la montagne des Aldudes, et de la vallée de la Nive des Aldudes et col de Lindux, ne sont pas compromis par les évolutions réglementaires envisagées.
- les objectifs de protection des trames vertes et bleues. Les modifications apportées au PLU ne remettent pas en cause le classement des zones agricoles et naturelles, des espaces boisés classés et des éléments de paysage à protéger. Elles n'induisent pas une augmentation des surfaces constructibles. La modification simplifiée n°1 du PLU ne compromet les objectifs de protection des continuités écologiques définis dans le PLU et établis par le SRADDET Nouvelle-Aquitaine.
- les objectifs de protection de la ressource en eau portés par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Adour-Garonne. Le PLU en vigueur est compatible avec le SDAGE. Les objets abordés dans la modification du PLU ne remettent pas en cause cette articulation. Les études de sols des terrains constructibles au sein du secteur 1AUYa démontrent la possibilité de mettre en œuvre des systèmes d'assainissements individuels conformes à la réglementation en vigueur. L'évolution des modalités de gestion des eaux usées sur le secteur 1AUYa n'est pas susceptible de porter atteinte à la qualité de la ressource en eau.
- les objectifs de protection des zones humides. Les objets abordés dans le cadre de la modification simplifiée du PLU, n'impactent pas les zones humides du territoire.
- les objectifs de protection des personnes et des biens face aux risques. Les modifications apportées au document n'augmentent pas la vulnérabilité du territoire et des populations face aux aléas naturels et anthropiques.
- les objectifs de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers et la limitation de la consommation d'espace. La modification simplifiée du PLU n'induit pas une réduction de zones agricoles ou naturelles, ou une extension des zones urbaines et à urbaniser. La modification des conditions de gestion des eaux usées de la zone 1AUY route de Banca, permettra de poursuivre l'urbanisation d'une zone déjà partiellement bâtie, ne présentant pas d'enjeu agricole, pastoral ou forestier.

L'évolution du PLU de Saint-Etienne-de-Baigorry ne compromet pas les objectifs de protection de l'environnement établis au niveau communautaire et national.

5.4 MODALITES DE REALISATION DE L'ETUDE

Le dossier de modification simplifiée n°1 du PLU a été réalisé avec l'intervention de la Communauté d'Agglomération Pays Basque (maître d'ouvrage du PLU), la commune de Saint-Etienne-de-Baigorry, et l'Agence Publique de Gestion Locale. Le bureau d'étude SCE Aménagement & environnement a réalisé les études d'assainissement non collectif.

La description du profil environnemental du territoire a été effectuée à travers la constitution d'un recueil d'informations provenant de la consultation de différents documents, principalement le rapport de présentation du PLU approuvé le 14 décembre 2019. D'autres sources de données ont été consultées, notamment : la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, la DREAL Nouvelle Aquitaine, l'INPN, le BRGM,

GéoRisques, le portail de l'information sur l'eau du bassin Adour-Garonne, le Dossier Départemental des Risques Majeurs, le SDAGE Adour-Garonne, le SRADDET Nouvelle-Aquitaine.

La modification du PLU ne conduisant pas à l'ouverture de zones nouvelles à l'urbanisation, et ne permettant pas davantage de droits à bâtir que ceux qui existent dans le document en vigueur, il n'a pas été nécessaire de mener des investigations de terrain. La modification du PLU a porté essentiellement sur l'évolution de règles écrites et graphiques, ce qui a permis de procéder à une analyse des incidences environnementales sous la forme de tableau de synthèse.

▪ Indicateurs de suivi

Le document qui fait l'objet d'une évaluation environnementale doit présenter dans son rapport, les indicateurs de suivi qui permettent d'identifier les effets du document sur l'environnement. Dans le cadre de l'élaboration ou la révision de documents d'urbanisme la définition d'indicateurs de suivi apparaît pertinente afin d'évaluer la mise en œuvre du plan. La définition de ces critères est d'autant plus juste qu'elle permet un suivi de la mise en œuvre du document à la fois dans l'espace mais aussi dans le temps.

Le PLU approuvé en 2019 a défini plusieurs indicateurs. Ils sont déclinés pour chaque objectif du PADD. Compte tenu des évolutions réglementaires qui sont apportées au document, peu d'indicateurs sont susceptibles d'évoluer du fait de la modification simplifiée du PLU. La modification du PLU est susceptible d'influencer sur l'indicateur « *évolution de la consommation foncière dans les zones urbaines et à urbaniser à vocation économique* » en permettant la création de projets économiques dans le secteur 1AUYa route de Banca.

Objectifs du PADD	Indicateurs
1.1.1 Préserver les espaces naturels	Surface des habitats d'intérêt communautaire
1.1.2 Préserver les grandes structures du paysage au service de la trame verte	Evolution du réseau de haies bocagères
	Evolution de la couverture boisée
1.1.3 Préserver la ressource en eau	Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles parus.
	Evolution des objectifs de l'état écologique et chimique des masses d'eaux superficielles.
1.2.1 Valoriser l'architecture locale et le patrimoine bâti	Nombre d'autorisation d'urbanisme déposée dans le périmètre des sites inscrits.
2.1.2 Conforter et développer les zones d'activités	Evolution de la consommation foncière dans les urbaines et à urbaniser à vocation économique.
2.1.4 Permettre le développement des activités agricoles	Evolution de la surface agricole déclarée comme ilot cultural
2.2.1 Prévoir les conditions d'un développement démographique mesuré	Taux de variation annuel de la population
2.2.3 Modérer la consommation d'espace	Evolution de la consommation foncière dans les zones urbaines et à urbaniser.

Synthèse des indicateurs de suivi du PLU approuvé en 2019.